



“APPROPRIATION PAR LES PAYS” – LES STRATÉGIES DE DÉPLACEMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Qu'est-ce que “l'appropriation nationale” ou “le développement piloté par les pays”?

Au cours des dernières décennies, l'aide au développement a été progressivement destinée à des stratégies locales—un changement pour donner aux gouvernements des pays bénéficiaires et à la société civile plus d'appropriation et de contrôle sur les priorités au développement et des types de programmes recevant un financement.¹ Selon une étude récente, 74% des pays donateurs et 94% des gouvernements des nations bénéficiaires ont confirmé cette tendance à une plus grande appropriation des pays dans le domaine de l'aide au développement.²

Actuellement, de nombreux pays à revenus élevés ont des programmes d'aide à l'étranger qui financent directement le secteur de la santé/VIH, tels que:

- ▶ Le Plan d'Urgence du Président Américain pour la Lutte contre le SIDA (PEPFAR), principalement à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et les Centres U.S. pour le Contrôle et la Prévention des Maladies (CDC)

- ▶ L'Agence Australienne pour le Développement International (AusAID)
- ▶ L'Agence Canadienne de Développement International (ACDI)
- ▶ Le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères
- ▶ L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)
- ▶ L'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement (NORAD)
- ▶ L'Agence Suédoise de Développement International (SIDA)
- ▶ Le Département Britannique pour le Développement International (DfID) ou UKaid

Ces pays contribuent également aux efforts multilatéraux tels que le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Bailleurs Bilatéraux vs. Multilatéraux

Les bailleurs bilatéraux sont les pays donateurs qu'offrent une aide au développement directement à certains pays ou projets. Les bailleurs multilatéraux fournissent des fonds qui sont acheminés par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et les organisations non gouvernementales (ONG), telles que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Quels sont les avantages de l'appropriation par les pays ou le développement dirigé par les pays?

Dans le passé, la prise de décision concernant l'utilisation des fonds des donateurs a été réalisée presque entièrement par les agences de développement elles-mêmes; cependant, de plus en plus, l'aide au développement est maintenant accordée

directement aux gouvernements et aux organisations de la société civile dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Ce changement est positif et nécessaire pour la viabilité à long terme des programmes.

En fin de compte, les programmes VIH doivent être dirigés et contrôlés par les parties prenantes du pays, indépendamment de la provenance nationale ou internationale des ressources. Entamer cette transition vers une bonne appropriation nationale, grâce à un plan par étapes et accepté par tous, peut augmenter l'efficacité du programme de plusieurs façons, en s'assurant par exemple que les fonds atteignent les zones les plus démunies. Il favorise également des systèmes de santé plus durables et les réponses communautaires dans les pays bénéficiaires en décentralisant la prise de décision et en la mettant entre les mains de ceux étant les plus affectés sur le plan de la santé.

Quels sont certains des défis et des opportunités pour les programmes VIH conduits par les GMT?

Bien que cette stratégie ait des avantages positifs, il peut aussi avoir des conséquences négatives. Par exemple, dans les pays où les rapports sexuels entre personnes de même sexe sont criminalisés et/ou des personnes LGBTI sont fortement stigmatisées et discriminées, il peut être difficile pour les gouvernements de soutenir les ONG et les organisations communautaires au service des hommes gays, des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), et des personnes transgenres (collectivement appelés, GMT). À ce jour, les financements de programmes destinés aux GMT les plus importants sont venus de sources internationales. Selon les estimations de l'ONUSIDA, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, plus de 90% du total des dépenses des programmes VIH pour les travailleurs du sexe, les HSH, et les personnes utilisant des drogues injectables provient de sources internationales.³ Les organismes servant les besoins des personnes transgenres ont également peu de chances de recevoir un financement provenant de sources nationales.⁴ Dans de nombreux cas, par conséquent, il est peu probable que les gouvernements locaux et nationaux viendront renforcer une assistance aux personnes GMT sans action communautaire des GMT.

En fait, les capacités à prendre des mesures se renforcent pour les dirigeants de GMT. Par exemple, chaque nation recevant le soutien du Fonds mondial est obligé à former un mécanisme de coordination pays (MCP) pour élaborer des propositions

à soumettre au Fonds. Le MCP a été initialement conçu pour garantir la contribution de divers intervenants, y compris les populations affectées, dans les décisions nationales et locales concernant les domaines prioritaires et les questions, les partenaires à l'exécution, et les allocations de fonds. Dès lors que la tendance se dirige désormais vers une appropriation nationale ou un développement dirigé par les pays eux-mêmes, d'autres organismes donateurs développent des processus similaires. Par exemple, au début de 2015, le PEPFAR a commencé la recherche vers plus de participation de la communauté dans le développement de ses plans nationaux d'exploitation (COP).

Quelles sont les actions que des organisations GMT et leurs dirigeants doivent prendre pour bénéficier de l'appropriation de leurs pays?

- ▶ **Être informé du financement des bailleurs de fonds**
Afin de maintenir leurs niveaux actuels pour les programmes et de les augmenter pour satisfaire la demande, les défenseurs GMT ont besoin de devenir plus au fait des lieux d'où proviennent les financements nationaux VIH/SIDA et quelle somme est actuellement contrôlée localement ou nationalement. Plus on sait, mieux on peut agir.
- ▶ **Impliquez-vous dans les agences nationales du VIH/SIDA, les processus de la COP, CCM, etc.**
Si vous ne participez pas déjà à des réunions organisées par les agences nationales et locales sur le VIH/SIDA, demandez à en faire partie. De nombreux bailleurs de fonds, comme le Fonds Mondial et le PEPFAR, ont pour mandat de veiller à ce que les dirigeants de la communauté soient impliqués dans leurs processus décisionnels, alors prenez contact avec leurs représentants dans votre pays pour savoir comment vous pouvez être plus impliqués.⁵
- ▶ **Apportez les preuves que les services liés aux communautés sont efficaces**
Un des moyens les plus efficaces pour montrer que les services de santé communautaires menés par les GMT fonctionnent est de le prouver. Les organisations GMT devraient solliciter un financement destiné à surveiller, évaluer et apporter des preuves chiffrées de l'impact de leurs programmes, afin qu'ils puissent démontrer aux décideurs et aux bailleurs de fonds qu'ils font une différence.

▶ **Inciter vos autorités locales et nationales à soutenir les programmes du VIH destinés aux personnes GMT**

Reconnaitre que vos ministères de la santé nationaux et locaux et les autres ministères voudront probablement mieux d'impliquer dans le financement des programmes de VIH. Assurez-vous de les informer sur le succès du travail que vous faites actuellement et faites-leur comprendre la nécessité de renforcer et d'élargir vos programmes pour atteindre plus de personnes GMT dans le besoin. Soyez sûr d'atteindre les "champions GMT" au sein des ambassades, des représentations locales des agences de développement et des organismes des Nations Unies qui peuvent être utiles en vous reliant à des intervenants clés dans votre gouvernement national ou local.

Où puis-je trouver plus d'informations?

Plusieurs articles et rapports ont été écrits sur ce sujet. Veuillez consulter les références ci-dessous.

-
- 1 [United States Agency for International Development. Issue Brief: Country Ownership. 2013.](#)
 - 2 [Global Health Strategies. Going Local: The Promise & Challenge of Aid Localization. 2015.](#)
 - 3 [UNAIDS, Global Fact Sheet: World AIDS Day 2012.](#)
 - 4 [Eisfeld, J, Gunther, S and Shlasko, D. The State of Trans and Intersex Organizing: A Case for Increased Support for Growing but Under-Funded Movements for Human Rights. New York: Global Action for Trans Equality and American Jewish World Service. 2013.](#)
 - 5 [MSMGF. Successful Engagement of Key Populations in the Global Fund Country Dialogue Process: The Experience of Cameroon. May 2015.](#)